

**CONTRIBUTION AU DÉBAT POUR LA RÉUNION NATIONALE
DES COMITÉS POUR UN NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE
POUR UN PARTI CLAIREMENT RÉVOLUTIONNAIRE
ET INTERVENANT IMMÉDIATEMENT DANS LES LUTTES**

Les militants du Groupe CRI participent aux comités pour un nouveau parti anticapitaliste et y défendent leurs idées, analyses et propositions, dans le cadre des réunions, des ordres du jour et des décisions pratiques prises démocratiquement. Ils interviennent ainsi d'ores et déjà dans les comités de Paris 5^e-6^e-13^e, d'Auxerre et de Dijon, dans les comités universitaires de Paris-I Tolbiac, Paris-VII Rive Gauche, Sorbonne, Rouen LSH et Bordeaux-I, et devraient pouvoir intervenir prochainement ailleurs (Jura, Charentes, Drôme...).

La direction nationale de la LCR a décidé de s'adresser aux comités pour leur proposer d'une part une contribution politique, d'autre part une proposition d'organisation et d'ordre du jour, en vue de la première réunion de coordination nationale des comités, qui aura lieu les 28-29 juin. En tant qu'initiatrice du processus et seule force nationale qui y soit investie, la LCR assume ainsi ses responsabilités. **Il appartient maintenant aux**

comités de se prononcer sur ces propositions, mais les groupes parties prenantes du processus (Fraction de LO, Gauche révolutionnaire, Collectif Prométhée, Groupe CRI...) ont évidemment des points de vue propres à défendre pour nourrir le débat collectif et démocratique jusqu'à la réunion nationale elle-même. C'est ainsi que, comme l'écrit à juste titre la LCR dans sa contribution, nous pourrions parvenir ensemble à un « mouvement qui, dans son régime interne, garantit la circulation de l'information, les débats et la formation pour tous, le droit de tendance et d'affirmation de courants publics ». C'est donc dans cet esprit et sur la base des propositions de la LCR que le Groupe CRI soumet la présente contribution, en demandant à la LCR, coordinatrice du processus, de bien vouloir la faire parvenir à l'ensemble des comités — comme la sienne, celles d'autres groupes parties prenantes et celles des comités eux-mêmes.

Sur la contribution politique de la LCR pour la réunion nationale des comités NPA

Nous sommes tout à fait d'accord avec le principal apport du texte de la LCR (comparé à l'appel lancé par son congrès fin janvier), qui consiste à **préciser l'« anticapitalisme » par la mise en avant de la perspective du « socialisme »**. Cela est justifié en effet par l'impasse tragique du capitalisme, qui conduit les masses à la surexploitation et à la misère, liquide les acquis sociaux et démocratiques, provoque des guerres et des crises monstrueuses, détruit la planète... Mais cela est justifié aussi par les réactions de nombreux militants, travailleurs et jeunes au projet de NPA : ils ont besoin d'un projet alternatif clair pour s'engager pleinement dans le combat contre le capitalisme, pour rompre avec la résignation et aller plus loin que la seule défense des acquis. Or ce projet ne peut être que le socialisme.

Mais qu'est-ce que le socialisme ? La LCR soutient qu'il reste à « inventer ». S'il s'agit de dire par là que « **l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes** », c'est-à-dire que le prolétariat et avec lui les masses exploitées ont à prendre en main eux-mêmes leur destin, à faire leurs propres expériences, à en tirer les leçons, alors c'est en effet essentiel de le rappeler. Cependant, comme le prouve justement cette grande devise de l'Alliance Internationale des Travailleurs (Première Internationale), nous ne partons pas de zéro : **la « réinvention » sera aussi réappropriation de l'héritage du mouvement ouvrier qui a permis au prolétariat, au cœur du XIX^e siècle, de se constituer comme classe contre le capitalisme, de s'ériger en sujet historique porteur d'un projet émancipateur clair**, celui de l'expropriation des capitalistes et de la collectivisation des moyens de production, supposant la conquête du pouvoir politique par les travailleurs. C'est pourquoi l'on ne saurait réduire

le socialisme, qui plus est dans un texte de nature programmatique, au trop vague « *espoir d'un autre monde que le capitalisme* ».

Nous proposons donc de mettre en évidence la continuité programmatique du mouvement ouvrier en substituant aux formules de la LCR celles adoptées par le Congrès de La Haye pour les statuts de l'AIT, sur proposition de Marx et Engels : « **Dans sa lutte contre le pouvoir collectif des classes possédantes, le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct et opposé à tous les anciens partis formés par les classes possédantes. Cette constitution du prolétariat en parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale et de son but suprême : l'abolition des classes. La coalition des forces ouvrières, déjà obtenue par la lutte économique, doit aussi servir de levier aux mains de cette classe, dans sa lutte contre le pouvoir politique de ses exploiters. Les seigneurs de la terre et du capital se servant toujours de leurs privilèges politiques pour défendre et perpétuer leurs monopoles économiques et asservir le travail, la conquête du pouvoir politique devient le grand devoir du prolétariat.** »

Certes, depuis le XIX^e siècle, comme l'écrit à juste titre la LCR, la social-démocratie s'est convertie au capitalisme « *après avoir expliqué que le socialisme pouvait se construire pas à pas dans le cadre des institutions de l'État capitaliste* » et « *les dégâts du stalinisme ont sali l'espérance communiste qui est à reconstruire* ». Cependant, ces trahisons du socialisme, explicables dans une perspective matérialiste historique sur laquelle il faudra revenir collectivement dans le NPA, ne sauraient en tout cas justifier que le « *socialisme du*

XXI^e siècle » évoqué par la LCR soit confus, sous peine de ne pas convaincre les travailleurs, voire de susciter de nouvelles illusions.

Plus précisément, **nous proposons en premier lieu de renoncer aux catégories superficielles (d'origine purement parlementaire-bourgeoise) de « gauche » et de « droite »**. Nous sommes globalement d'accord avec l'analyse que la LCR propose du PCF, du PS et des directions syndicales actuels, notamment avec l'idée que *« la social-démocratie est en train d'achever sa mutation »,* puisqu'elle *« accepte désormais sa conversion au capitalisme, aux politiques néolibérales »,* de sorte que *« cette mutation transforme encore davantage le PS en gestionnaire fidèle du système et dans certains pays comme en Italie la mutation s'achève dans la construction d'un parti "démocrate" rompant les derniers liens historiques avec le mouvement ouvrier »*. Cependant, il faut aller jusqu'au bout de cette analyse : si le PS n'est plus un parti réformiste du mouvement ouvrier, mais un parti purement bourgeois analogue au parti démocrate américain¹, alors il n'est pas acceptable de le soutenir électoralement sous prétexte de « battre la droite ». Or l'appel à voter pour le PS au second tour et surtout le maintien des catégories de « droite » et de « gauche » dans le vocabulaire de la LCR empêchent les travailleurs de comprendre la frontière entre partis du mouvement ouvrier et partis bourgeois. Elles ne permettent pas de comprendre qu'un parti réellement anti-capitaliste, donc révolutionnaire, ne serait pas « de gauche », même pas d'une « autre gauche » que le PS, mais serait un parti *de classe*, opposé programmatiquement et stratégiquement aux partis bourgeois de droite comme de gauche. L'un des enjeux majeurs de la période est précisément **d'aider les travailleurs à aller jusqu'au bout de leur rupture en cours avec les illusions envers « la gauche »**, car c'est une condition pour qu'ils franchissent le pas de l'engagement anti-capitaliste cohérent.

En second lieu, nous proposons de revoir les passages du texte de la LCR sur la *« transformation révolutionnaire de la société »* et notamment sur la question cruciale du pouvoir. Nous sommes d'accord pour dire que cette question est celle du *« passage d'une situation où une minorité décide et impose ses choix, ses profits et ses privilèges, à une situation où le plus grand nombre s'empare des leviers politiques, économiques pour gérer la société »* et que *« nous ne souhaitons pas le pouvoir pour nous-mêmes mais comme instrument pour un mouvement d'en bas »*. Mais le problème d'une authentique « démocratie » (pouvoir du peuple, donc de la majorité, donc des travailleurs) n'est pas seulement que le « suffrage universel » actuel soit biaisé par le « présidentielisme » et le mode de scrutin, et encore moins que le *« pouvoir du MEDEF »* ne soit *« jamais soumis au suffrage populaire »*. Le problème, c'est que **les revendications et aspirations de « l'immense majorité des travailleurs des villes et des campagnes » sont antagoniques avec le pouvoir du MEDEF et de son État, c'est-à-dire avec la domination de la bourgeoisie,**

fût-elle plus formellement démocratique que la V^e République. La solution à ce problème n'implique donc pas seulement *« une confrontation avec le patronat, avec les privilèges économiques, contre les conseils d'administration qui représentent les actionnaires »*, ni même *« un mai 68 qui irait jusqu'au bout, qui commencerait à contrôler la marche de l'économie »* : elle ne saurait consister en un prétendu « contrôle » de l'État (sans parler du MEDEF) par les travailleurs. La seule solution, à laquelle il s'agit de gagner les travailleurs car elle n'est évidemment pas spontanée, c'est la **destruction de l'État bourgeois en tant qu'instrument de domination et d'oppression de la classe dominante**, et son remplacement par un État des travailleurs, instrument de combat contre la bourgeoisie récalcitrante et de transformation des rapports de production, jusqu'au dépérissement de cet État lui-même (société communiste sans classes).

La raison en est que le but ultime, le socialisme, ne se réduit pas à une là encore trop vague *« remise en cause de la propriété capitaliste »*, qui pourrait signifier de simples nationalisations bourgeoises, comme dans la France des prétendues « Trente glorieuses », où le capitalisme s'est rarement porté aussi bien. De même, aujourd'hui, le président vénézuélien Chavez, sous la pression d'une puissante grève ouvrière, a décidé de nationaliser l'usine Sidor, mais en indemnisant grassement le patron ; et il parle justement lui aussi de *« socialisme du XXI^e siècle »*... Mais son régime n'a rien à voir avec le socialisme, c'est-à-dire le pouvoir des travailleurs auto-organisés et expropriant sans indemnités ni rachat les impérialistes et les gros capitalistes. Au Venezuela, ceux-ci continuent d'exploiter féroce les travailleurs, quelles que soient les mesures de redistribution de la manne pétrolière que Chavez concède aux masses populaires pour garder leur soutien. Enfin, Chavez et son gouvernement n'hésitent pas à réprimer les travailleurs en lutte, comme cela a justement été le cas de ceux de Sidor avant leur victoire partielle².

Ce n'est pas de quelques mesures de redistribution et de deux ou trois nationalisations concédées sous la pression des masses, que les travailleurs ont besoin, mais d'un authentique socialisme, c'est-à-dire d'un processus révolutionnaire où ils exproprient sans indemnité ni rachat les impérialistes et les capitalistes et exercent eux-mêmes directement le pouvoir, sur le modèle réellement démocratique de la Commune de Paris et des soviets russes de 1905 et de 1917. C'est la seule voie pour aller vers *« une économie et une société dirigées par le plus grand nombre dans une logique de satisfaction des besoins de la population »*. C'est pourquoi tel était déjà l'objectif du mouvement ouvrier organisé au XIX^e siècle : il serait grave que le NPA ne le reprenne pas ouvertement à son compte. Naturellement, la mise en avant claire et nette de cet objectif n'empêche pas, mais rend au contraire possible, de développer jusqu'au bout à la fois l'analyse du réformisme et du stalinisme, et la réflexion sur les moyens stratégiques et tactiques à mettre en œuvre en période révolutionnaire.

¹ Cf. nos analyses, <http://groupecri.free.fr/search.php?keyword=PS>

² Cf. <http://groupecri.free.fr/search.php?keyword=Venezuela>

Quant aux luttes indispensables pour l'écologie, pour les droits démocratiques, contre le racisme, pour l'égalité hommes/femmes et les droits des femmes, c'est seulement dans cette perspective révolutionnaire qu'elles pourront être menées clairement et jusqu'au bout.

Mais la LCR semble justifier le caractère flou de ses indications par l'idée que « *la question du pouvoir sera posée* » seulement lorsque les travailleurs auront réussi à « *construire un mouvement social et politique majoritaire pour la rupture avec le capitalisme* ». Certes, la question du pouvoir n'est pas concrètement posée par les travailleurs eux-mêmes en dehors des périodes révolutionnaires, mais un parti qui affirme vouloir une « *transformation révolutionnaire de la société* » ne saurait attendre que la période soit révolutionnaire pour la poser dans son programme et la mettre en avant comme perspective ! ***L'expérience montre que, sans parti révolutionnaire construit avec l'objectif clair de la prise du pouvoir, soit les situations révolutionnaires ne débouchent pas sur une révolution réelle, soit les révolutions avortent rapidement.*** C'est pourquoi il est indispensable que le NPA tranche cette question dès son congrès de fondation et qu'elle soit donc débattue dès maintenant, dans les comités comme les 28-29 juin.

Enfin, en ce qui concerne les questions internationales abordées dans la contribution politique de la LCR, nous nous contenterons ici de quelques remarques rapides, celles de la LCR étant elles-mêmes peu développées ; mais il faudra progresser rapidement dans l'élaboration d'un programme et d'une stratégie internationalistes précis, sous peine d'être incapables de comprendre la situation et de défendre une ligne juste en France même :

- Sur la question des institutions européennes, ce que nous avons dit de l'État en général s'applique de la même façon : ***il ne suffit pas de prôner une « Europe***

démocratique des travailleurs et des peuples », mais il faut dire clairement qu'il s'agit de détruire l'Union européenne actuelle et de défendre l'objectif des États-Unis socialistes d'Europe, seuls capables d'unifier réellement l'Europe, dans l'intérêt des travailleurs.

- Sur l'État impérialiste français, il est indispensable de ***mieux dénoncer sa politique, en n'oubliant pas ses chasses gardées d'Afrique***, où il soutient les pires dictateurs pour permettre aux multinationales françaises de piller les peuples et leurs ressources.

- Sur la question palestinienne, le texte de la LCR semble bien suggérer, en dénonçant le soutien de Sarkozy à Israël « *dans son déni de reconnaissance d'un État palestinien* », qu'il faudrait soutenir l'objectif d'un « État palestinien » existant aux côtés d'Israël, donc entérinant la colonisation sioniste de la Palestine. Or cette question fait l'objet de vifs débats parmi les Palestiniens et leurs soutiens dans le monde entier : le NPA ne peut se prononcer sans en avoir discuté de façon précise. Le Groupe CRI défend pour sa part ***l'objectif de détruire l'entité sioniste en tant qu'outil de colonisation aux mains des impérialistes, la reconnaissance du droit au retour de tous les Palestiniens chassés de leurs terres et la nécessité d'édifier une République laïque, démocratique et socialiste sur l'ensemble du territoire de la Palestine historique.*** Cette solution révolutionnaire est en effet la seule réaliste pour que vivent ensemble, dans la paix et la justice, les habitants arabes et juifs de Palestine. (Cf. <http://groupecri.free.fr/search.php?keyword=Palestine>)

- Sur l'organisation internationale: comme le NPA, elle devra être une ***organisation socialiste et révolutionnaire reconnaissant le droit de tendances et de courants publics.***

Sur l'organisation et l'ordre du jour proposés par la LCR pour la réunion nationale

En ce qui concerne l'organisation de la réunion nationale des 28 et 29 juin, ***nous sommes d'accord pour la proposition de 2 à 3 délégués par comité, en essayant d'en avoir cependant 3 quand c'est possible***, afin que leur diversité soit répercutée au niveau national. Nous proposons en outre que soit distribuée aux délégués ***une brochure rassemblant toutes les contributions au débat*** des comités comme des organisations parties prenantes.

Nous sommes d'accord aussi pour que, outre les délégués élus et dûment mandatés par les comités, la DN de la LCR soit représentée en tant que telle par une délégation ; ***mais nous demandons que ce soit le cas également des autres groupes parties prenantes du processus : la Fraction de LO doit pouvoir être représentée par plusieurs de ses dirigeants et chaque groupe plus petit (GR, CRI, Prométhée...) par au moins un responsable.*** Cette règle doit être observée également pour la désignation du comité d'animation national provisoire. À ce stade en effet (en l'absence d'élections à la proportionnelle), c'est la seule façon de respecter concrètement « *le droit de tendance et d'affirmation de courants publics, la reconnaissance (...) du pluralisme* ».

En ce qui concerne l'ordre du jour de la réunion nationale et les textes qui en sortiront, nous sommes en accord avec la proposition d'une déclaration programmatique générale et d'un texte d'organisation. En revanche, ***la réunion de multiples commissions sur des thèmes divers, n'aboutissant pas à des prises de position de l'Assemblée plénière, nous semble inutile, voire nuisible.*** Il n'est pas réaliste de vouloir traiter en moins d'un jour et demi des questions si nombreuses dont seul un congrès bien préparé pourrait venir à bout. Ce n'est pas non plus très démocratique, car il est probable que la plupart des comités aura peu discuté ces questions particulières, voire pas du tout. Enfin, le risque est de noyer les questions principales dans les points subordonnés. ***Mieux vaut donc que l'ensemble des délégués se concentre sur les points essentiels :*** nous proposons de ne former que trois commissions, aboutissant chacune à un texte débattu en séances plénières (la durée de celles-ci devrait en ce cas être allongée) : déclaration programmatique, questions d'organisation, mais aussi plan d'action immédiat pour la mobilisation des travailleurs, des jeunes et de leurs organisations contre le MEDEF et Sarkozy.

Le manque d'un tel plan constitue en effet divergence importante avec les propositions de la LCR : *il serait extrêmement regrettable qu'il ne sorte pas de la réunion nationale des comités un appel qui serve de point d'appui à la lutte de classe immédiate*. La contribution politique de la LCR évoque pourtant, à la fin, la « *nécessité de défendre un plan d'action anticapitaliste intégrant revendications sociales, démocratiques, féministes, écologiques, antiracistes et anti-impérialistes* » : pourquoi ne pas élaborer ensemble dès maintenant un tel plan ? La remontée des luttes au printemps (après la pause de décembre-mars due à la défaite-trahison des mobilisations de l'automne et aux élections municipales) le rend absolument nécessaire. Corrélié à la discussion programmatique de fond, il n'y a

pas de meilleure façon pour construire le NPA en tant qu'instrument politique immédiatement utile pour les luttes concrètes : *plutôt que de multiplier les commissions sur des thèmes divers, élaborons collectivement ce « plan d'action » !*

Certes, la réunion nationale se tient à la veille des grandes vacances ; mais un tel plan d'action pour les luttes pourrait être discuté largement en juillet et août dans les comités NPA et sur les lieux de travail et nous permettrait ainsi de nous préparer au mieux à intervenir dans les luttes inévitables dès la rentrée. C'est pourquoi nous soumettons à la discussion des comités et de la réunion nationale la proposition de plan d'action immédiat suivant :

Pour un plan d'action immédiat des comités NPA pour les travailleurs, les jeunes, leurs organisations

Après la multiplication des grèves dans le privé, la lutte des enseignants et lycéens, la grève des sans-papiers, des millions de travailleurs ont fait grève les 15 et 22 mai, des centaines de milliers ont manifesté et certains ont reconduit la grève dans l'enseignement et aux impôts. Sarkozy est considérablement affaibli par sa défaite électorale en mars et par son impopularité : nourrie par l'inflation comme par les attaques tous azimuts du gouvernement, la colère monte dans tout le pays. Il s'agit donc d'aider les travailleurs à s'organiser, à imposer l'unité de leurs organisations et à réaliser *la convergence des luttes jusqu'à la grève interprofessionnelle, seul moyen d'obtenir des victoires* :

Il s'agit d'abord d'unifier les travailleurs et les jeunes par une plate-forme de revendications claires et communes :

- **Pour une augmentation générale d'urgence des salaires de 300 euros pour tous** et pour l'indexation des salaires sur les prix (échelle mobile des salaires), seule façon d'empêcher l'inflation de rogner le pouvoir d'achat des travailleurs !
- **Contre l'allongement à 41 annuités de cotisation pour une retraite à taux plein**, pour le retour aux 37,5 pour tous !
- **Contre les plans de licenciements**, pour leur faire échec par la grève avec occupation et la convergence des grèves !
- **Pour la régularisation de tous les sans-papiers** (travailleurs, familles et étudiants), contre les expulsions, les rafles et les centres de rétention, abrogation des lois anti-immigrés, contre la division et le racisme, pour l'égalité des droits.
- **Contre la mise en cause des droits des chômeurs**, pour l'indemnisation de tous et le respect de leurs qualifications !
- **Un CDI pour tous, contre la précarité**, l'allongement de la période d'essai, la prétendue « rupture à l'amiable »...
- **Pour la défense des acquis du statut de fonctionnaire** : contre la loi sur la mobilité qui prévoit la mise au chômage de fonctionnaires, pour l'abandon du rapport Pochard qui veut casser le statut des enseignants et du rapport Silicani qui veut briser le statut de fonctionnaire, pour la titularisation de tous les précaires (Français et étrangers) de la Fonction publique.
- **Pour le rétablissement des 22 000 postes de fonctionnaires supprimés (dont 11 200 postes d'enseignants)**, contre la « révision générale des politiques publiques » qui prévoit d'en supprimer plusieurs dizaines de milliers d'autres d'ici 2012.
- **Pour la défense des acquis de l'École et de l'Université publiques** : rétablissement des heures de cours supprimées dans le primaire, contre l'allègement des programmes qui en découle, maintien des BEP et du Bac Pro en 4 ans, abrogation de la loi « LRU », défense et rétablissement des diplômes nationaux reconnus sur le marché du travail.
- **Contre le plan de suppression d'hôpitaux et de services hospitaliers**, qui concerne 240 établissements dans le pays.
- **Contre la répression policière et judiciaire des mouvements sociaux**, des jeunes, des militants.
- **Défense du droit de grève**, à bas la loi sur le « service minimum » dans les transports, contre son extension ailleurs !

Pour porter ces revendications, pour gagner contre le MEDEF et Sarkozy, une grève générale est nécessaire. La stratégie des journées d'action secteur par secteur et sans perspective mise en œuvre par les directions syndicales revient à multiplier les coups d'épée dans l'eau, jusqu'à l'épuisement, sans la moindre chance de gagner. C'est ce qu'enseignent toutes les mobilisations des dernières années, vaincues malgré leur puissance. Pour gagner, il faut lutter tous ensemble par l'arme de la grève, qui n'est efficace que si elle se reconduit et se généralise. Combattons donc tous ensemble :

• **Pour l'auto-organisation des travailleurs et jeunes en lutte, au moyen d'Assemblées générales** (intégrant les représentants syndicaux mobilisés) et de leur coordination à tous les niveaux par des délégués élus, mandatés et révocables. Ces AG permettent à tous de débattre, de décider démocratiquement et d'unifier le mouvement.

• **Pour imposer aux directions syndicales la préparation et l'appel à la grève interprofessionnelle, à commencer par l'appel à reconduire la grève dès qu'un secteur se mobilise fortement, car il peut servir alors de volant d'entraînement aux autres secteurs**. Les principales directions syndicales ne veulent pas appeler à la grève interprofessionnelle et à la reconduction, car elles préfèrent « négocier » avec le MEDEF et le gouvernement et craignent un mouvement qu'elles ne pourraient pas contrôler. Mais elles subissent la pression des travailleurs qu'elles sont censées représenter, lorsque ceux-ci s'organisent et se battent : c'est sous cette pression qu'elles ont dû appeler au 15, au 22, etc. Or *elles seules auraient aujourd'hui la capacité de lancer au niveau national une grève jusqu'à la victoire*. C'est pourquoi il faut exiger qu'elles préparent et appellent à la grève interprofessionnelle : multiplions les motions de syndicats et d'AG en ce sens et mettons-nous en grève dès que les conditions sont réunies !³

Contribution du 28 mai 2008 — Contactez le Groupe CRI ! Tél. : 06 64 91 49 63. Courriel : groupecri@free.fr

³ Le Groupe CRI combat par ailleurs pour la construction d'un courant de lutte de classe dans les syndicats, contre la collaboration de classe et la bureaucratie. Ses militants syndicaux participent, avec d'autres syndicalistes (dont certains membres par ailleurs de la LCR), au CILCA (cf. <http://courantintersyndical.free.fr>) et aux Forums du syndicalisme de classe et de masse. Il faudra revenir sur cette question décisive.